

A Messieurs les Gouverneurs de province;

A Messieurs les Bourgmestres;

Aux Pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement libre;

Aux Chefs des établissements de l'Etat et subventionnés par l'Etat :
d'enseignement maternel et primaire,
d'enseignement secondaire,
d'enseignement spécial.

Pour information :

Aux Directions générales d'enseignement maternel et primaire, secondaire et spécial;

Aux Membres des services d'inspection;

Aux Membres des services de vérification;

Aux Associations de parents.

Objet :

Transport scolaire — Directives aux écoles — Effet au 1^{er} septembre 1987.

**CHAPITRE I
RAPPEL DE CERTAINES NOTIONS RELATIVES
AU TRANSPORT DE LIBRE CHOIX
ET AU TRANSPORT DE COMMODITE**

I. Transport de libre choix.

I.1. Lorsque les parents ne disposent pas à une distance raisonnable (4, 12 ou 20 km selon le niveau d'enseignement en

utilisant la route carrossable la plus courte séparant l'habitation de l'élève de l'école) d'une école ou implantation d'école correspondant à leur choix (soit une école de caractère non confessionnel ou une école de caractère confessionnel), un moyen de transport est assuré vers une telle école. L'Etat n'assume plus, depuis le 1^{er} janvier 1987, la totalité du coût de ce transport.

Les élèves qui bénéficient de ce dernier doivent en acquitter le prix à concurrence du montant correspondant à la distance raisonnable.

I.2. *La notion de libre choix* est actuellement déterminée par le caractère confessionnel ou non confessionnel de l'établissement scolaire.

Est considérée comme non confessionnelle :

- l'école de l'Etat;
- l'école officielle ou libre dont au moins 3/4 des membres du personnel sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement non confessionnel.

Est considérée comme confessionnelle :

- l'école dont au moins les 3/4 des membres du personnel sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement confessionnel.

Est considérée comme non catégorisable :

- l'école qui ne répond à aucun des deux caractères ci-dessus.

I.3. *Pour la détermination du caractère des écoles* autres que celles de l'Etat — lesquelles sont toujours non confessionnelles — il y a lieu de tenir compte de ce qui suit :

- les maîtres et les professeurs de religion et de morale n'interviennent pas dans le calcul des trois-quarts;
- aux charges complètes, doivent être additionnées les charges incomplètes en fonction de leur valeur relative;
- seuls les membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation et du personnel paramédical définitif, stagiaires ou temporaires occupant un emploi vacant au

30 juin 1987 (ou à la date d'une éventuelle fusion si celle-ci est postérieure) peuvent intervenir dans le calcul.

Le document qui figure à l'annexe 1 et qui est relatif au caractère de l'école doit être renvoyé dès le début septembre 1987, via l'Inspection cantonale pour l'enseignement fondamental, par toutes les écoles autres que celles de l'Etat, même lorsqu'elles ne bénéficient pas d'un transport scolaire, au Service de Transport scolaire, rue de la Charité 15 - Boîte 9 à 1040 Bruxelles.

I.4. *Dans l'enseignement spécial*, seules les notions de libre choix (confessionnel ou non confessionnel) et de « offrant les possibilités d'études adaptées aux handicaps » sont retenues.

La notion de distance raisonnable ne doit pas être prise en considération. La législation et la réglementation sur l'enseignement spécial prévoient en effet que l'Etat assume les frais de transport des élèves de leur domicile, du home ou de la famille d'accueil vers l'établissement scolaire de libre choix le plus proche.

II. Transport de commodité.

Tout transport d'élèves organisé au moyen d'un service spécial de ramassage et qui n'est pas un transport dit « de libre choix » est un transport dit « de commodité ».

Il comprend :

II.1. le transport d'élèves habitant à une distance (calculée par la route carrossable la plus courte) inférieure à 4, 12 ou 20 km selon le niveau d'études, de l'école de libre choix la plus proche.

II.2. Le transport d'élèves vers l'école non catégorisable si celle-ci est — dans l'absolu — la plus proche du domicile de l'élève.

CHAPITRE II

MODES DE TRANSPORT : SERVICES SPECIAUX OU SERVICES PUBLICS

I. Transport par services spéciaux de ramassage organisés par l'Etat.

Les services publics de transport doivent avoir priorité sur les services spéciaux. Ces derniers ne peuvent être organisés qu'à défaut

de services publics et ne peuvent plus, en aucun cas, faire double emploi avec eux, même sur une partie du circuit.

I.1. Aire d'embarquement :

- L'aire d'embarquement d'une école non confessionnelle est limitée aux points d'équidistance de l'école non confessionnelle la plus proche, que celle-ci soit une école de l'Etat, une école communale, une école provinciale ou une école libre.
- L'aire d'embarquement d'une école confessionnelle est limitée aux points d'équidistance de l'école confessionnelle la plus proche, que celle-ci soit une école communale, une école provinciale ou une école libre.
- L'aire d'embarquement d'une école non catégorisable est déterminée en fonction de sa proximité la plus grande, dans l'absolu, de l'habitation des élèves.

I.2. Accès aux véhicules.

A. Généralités.

1. Le transport de libre choix est totalement assuré, priorité étant toutefois accordée aux transports par services publics.

La capacité des véhicules doit être calculée en fonction du nombre d'élèves de libre choix.

2. Le transport de commodité n'est assuré que dans les limites suivantes :

- lorsque les élèves de l'enseignement ordinaire n'ont pas d'autres moyens de transport pour se rendre à l'école et qu'ils habitent ou s'embarquent au moins à 1.500 mètres de celle-ci;
- lorsque le kilométrage n'est pas allongé de plus de 10 % pour rencontrer les besoins de commodité;
- lorsque la capacité du véhicule, qui doit être déterminée en fonction du nombre d'élèves de libre choix, n'est pas augmentée de plus d'une capacité (cela veut dire qu'elle passe de 13 à 20

places, de 20 à 25, de 25 à 30, de 30 à 35, de 35 à 45, de 45 à 46 et plus).

3. Afin de réduire la capacité requise des véhicules, lorsque les élèves habitant entre ± 1.500 et ± 4.000 à 5.000 mètres des dernières écoles desservies sont nombreux et ne peuvent être embarqués sans augmentation de capacité, le véhicule doit faire, chaque fois que cela est possible, une petite boucle supplémentaire après le débarquement des élèves ayant effectué un long trajet.

4. Afin de limiter la durée du transport, les points d'arrêt doivent être distants les uns des autres d'au moins 500 mètres. Cette règle ne peut souffrir aucune exception sauf lorsqu'un arrêt situé à un endroit dangereux est déplacé ou lorsqu'il s'agit d'élèves particulièrement handicapés.

5. Toutefois, si dans les limites fixées ci-avant, le transport de commodité ne peut être assuré d'une manière suffisante en région rurale (arrondissements de moins de 125 habitants au kilomètre carré et région germanophone), les responsables des Bureaux régionaux concernés peuvent, avec l'aide des Comités de gestion, proposer au Ministre, via l'Administration centrale, certains aménagements. Ceux-ci doivent cependant rester peu onéreux pour le Trésor public.

B. Dérogations.

1. Définition.

Il faut entendre par dérogation :

- soit la dérogation annuelle accordée à titre individuel par le Ministre selon la procédure habituelle;
- soit la dérogation à titre individuel ou collectif accordée antérieurement par un des prédécesseurs du Ministre et couvrant plusieurs années;
- soit — et ce sont les cas les plus nombreux — la dérogation résultant d'accords antérieurs entre chefs d'établissement se répartissant des zones de prospection, sans tenir compte des distances réelles calculées par les routes carrossables les plus courtes.

2. Zones rationalisées.

Etant donné que l'octroi de dérogations est contraire à toute notion de rationalisation, plus aucune dérogation à l'obligation de fréquenter l'école de libre choix la plus proche du domicile (ou du home, ou de la famille d'accueil pour les élèves de l'enseignement spécial) ne sera, en principe, admise pour les élèves qui désirent utiliser les services spéciaux de transport scolaire.

3. Zones non rationalisées.

Aucune dérogation obtenue en 1986-1987 ne peut être reconduite d'office.

En principe, aucune dérogation ne peut occasionner une augmentation du kilométrage ou de la capacité du véhicule effectuant le transport.

Aucune dérogation n'est accordée pour les élèves des classes maternelles et pour les élèves commençant le cycle primaire, le cycle secondaire inférieur ou le cycle secondaire supérieur.

Aucune dérogation n'est accordée aux élèves qui ne pouvaient en bénéficier l'an dernier.

Toute demande de dérogation doit être introduite avant le 15 septembre 1987.

Aucun transport résultant de l'octroi d'une dérogation n'est gratuit, même partiellement.

1.3. Intervention dans le coût du transport (enseignement ordinaire).

A. Libre choix.

L'intervention dans le coût de ce type de transport est fixée pour tous les réseaux et, comme précisé dans l'arrêté royal n° 468 du 9 octobre 1986 qui modifie certaines dispositions légales

concernant le transport scolaire, à concurrence des montants repris ci-après :

1987-1988	Fondamental	Secondaire inférieur	Secondaire supérieur
Pour le 1 ^{er} trimestre	2.080 F	3.290 F	4.510 F
Pour le 2 ^e trimestre	1.670 F	2.640 F	3.620 F
Pour le 3 ^e trimestre	1.260 F	1.990 F	2.720 F

B. Commodité.

L'intervention dans le coût de ce type de transport est fixé suivant le tarif S.N.C.V. des abonnements scolaires pour la durée annale des cours (barème II-4), tarif approuvé par arrêté ministériel du 15 janvier 1986 des Ministres des Affaires économiques et des Communications (voir annexe 2).

C. Dispositions communes.

Ces interventions sont payables trimestriellement et anticipativement (voir précisions dans les circulaires des 28 août 1985 et 17 décembre 1986). De plus, le chef d'établissement devra *impérativement*, pour le 15 septembre 1987, avoir remis à la personne physique ou morale qui assure le transport, ainsi qu'à l'administration centrale, la liste nominative des élèves dont les parents s'engagent à ce qu'ils soient transportés dans les conditions précédemment décrites, notamment celles qui concernent le paiement dû, sous peine de n'être plus transportés.

Aucune dérogation n'est consentie sur le montant de ces interventions.

La distance à prendre en considération est celle qui sépare l'habitation de l'élève de l'école par la voie carrossable la plus courte.

Les listes trimestrielles des élèves transportés seront dorénavant jointes aux factures des transporteurs établies respectivement pour les prestations d'octobre, de février et de mai. Les interventions

perçues en septembre, janvier et avril seront défalquées, à titre d'acompte, du montant des factures établies pour les prestations relatives à ces différents mois. Le solde éventuel des interventions trimestrielles sera obligatoirement défalqué des factures d'octobre, de février et de mai. Il sera fait mention sur les listes trimestrielles du montant des interventions déjà défalquées de la facture du mois précédent.

I.4. Abonnement.

Tout élève utilisant le service spécial de ramassage est tenu de présenter sa carte d'accès à l'embarquement; s'il n'est pas prouvé par les responsables de l'école qu'il fréquente qu'il est bénéficiaire d'un titre de transport valide, il se verra interdire l'accès au véhicule.

Dans l'enseignement secondaire (ordinaire et spécial), il peut arriver que l'école ou les écoles la (les) plus proche(s) du domicile de l'élève n'organise(nt) pas la section ou l'option que cet élève désire suivre. Dans ce cas, pour avoir accès au car scolaire ou pour prétendre au remboursement partiel d'un abonnement « Services publics » l'élève doit demander aux chefs des établissements géographiquement les plus proches une attestation (dont le modèle figure à l'annexe 3) destinée au Service de transport scolaire ou au Bureau régional selon le cas.

A défaut de cette preuve préalable, l'accès au car scolaire est refusé.

I.5. Limitation des dépenses.

Je vous rappelle qu'en vue de limiter les dépenses en matière de transport scolaire :

- les retours du midi ne sont plus admis;
- les doubles retours ne sont plus admis sauf lorsqu'un décalage de plusieurs heures, dû à la différence du nombre de périodes de cours entre différents types d'enseignement, existe. Par ailleurs, les doubles retours ne sont plus admis durant les examens et ne peuvent être exigés des transporteurs;

- dans l'enseignement primaire, les élèves qui continuent à suivre les activités du mercredi après-midi doivent regagner leur domicile par leurs propres moyens.

Il leur est toutefois permis d'utiliser — si cette possibilité existe — un véhicule transportant des élèves de l'enseignement secondaire spécial, à condition :

- de se soumettre à l'horaire de ce véhicule;
- de ne pas augmenter le coût du transport existant (kilométrage et capacité du véhicule);
- d'être porteur d'un titre de transport.

II. Transport par services publics.

II.1. Transport par services publics — principe.

L'obligation impérative d'utiliser en priorité les transports par services publics existants est d'application pour les élèves de l'enseignement ordinaire.

Pour ceux de l'enseignement spécial, types 1 et 8, n'ayant pas de handicap associé, cette obligation existe également mais l'avis du chef d'établissement est requis.

II.2. Remboursement aux élèves utilisant un transport dit « de libre choix ».

1. Pour avoir droit au remboursement, total dans l'enseignement spécial et partiel dans l'enseignement ordinaire, les élèves utilisant un transport dit « de libre choix » doivent fournir une copie de leur abonnement scolaire à leur chef d'établissement qui introduira, pour l'ensemble des élèves bénéficiaires, une demande de remboursement auprès du Service de transport scolaire.

J'attire votre particulière attention sur le fait qu'il ne sera plus donné suite à aucune demande de remboursement au bénéfice d'élèves ne fournissant pas la preuve qu'ils sont en possession d'un abonnement scolaire ou fournissant de simples tickets ou cartes de tram-bus-métro.

2. Les réquisitoires ne peuvent être délivrés qu'aux élèves de l'enseignement spécial qui utilisent, en zones rationalisées, les transports par services publics. Ils sont établis en accord avec les sociétés locales de transport public.

Ces réquisitoires délivrés par le chef de l'établissement, permettent aux élèves bénéficiaires d'obtenir directement et gratuitement un abonnement scolaire qui est facturé par lesdites sociétés au Service de transport scolaire.

La plus grande prudence s'impose toutefois afin que seuls les élèves fréquentant l'école de libre choix la plus proche bénéficient de ce système.

CHAPITRE III ZONES OU LES TRANSPORTS SPECIAUX POUR LES ELEVES DE L'ENSEIGNEMENT ORDINAIRE NE SONT PAS COORDONNES

A. *Les règles essentielles* applicables dans ces zones ne peuvent être différentes de celles des zones coordonnées.

B. *Les transports spéciaux* organisés au profit des élèves des écoles de l'Etat ne seront plus autorisés dans tous les cas où les manquements repris ci-après seront constatés :

- double emploi avec les services publics de transport sur tout ou partie du circuit;
- arrêts distants les uns des autres de moins de 500 mètres;
- embarquement en-deçà de 1.500 mètres de l'école ou de l'implantation d'école;
- non intervention dans le prix du transport conformément aux dispositions du point I.3. de la présente circulaire (pages 7 et 8);
- transport vers des écoles qui ne sont pas les écoles de libre choix les plus proches des domiciles respectifs;
- embarquement dans une zone déjà rationalisée.

C. *Ces mêmes règles* sont valables pour les transports spéciaux organisés au profit des élèves des écoles ordinaires subventionnées.

En effet, dans le rapport au Roi accompagnant l'arrêté royal n° 468 du 9 octobre 1986 qui modifie certaines dispositions légales concernant le transport scolaire, il est bien précisé que les moyens de transport public doivent avoir priorité et que le transport scolaire ne peut être utilisé comme moyen de concurrence entre les écoles.

Les autorisations de transport octroyées avant le 1^{er} janvier 1987 viennent toutes à expiration le 30 juin 1987.

De nouvelles autorisations ne pourront être accordées que dans la mesure où des règles identiques sont applicables à tous les élèves transportés.

CHAPITRE IV CONVOYEURS

Le recrutement de ces agents contractuels ne peut être effectué que pour la période couvrant le premier trimestre de l'année scolaire 1987-1988.

Le contrat des agents qui auront donné satisfaction pourra être reconduit pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 1988.

Dans l'enseignement spécial, un convoyeur est en principe affecté à chacun des véhicules des services spéciaux de transport, sauf si le besoin ne s'en fait pas sentir. Pour l'année scolaire 1987-1988, le nombre de convoyeurs ne peut être en aucun cas supérieur à celui de l'année scolaire 1986-1987.

Dans l'enseignement ordinaire (écoles de l'Etat des zones non rationalisées et écoles de tous les réseaux des zones rationalisées), le nombre de convoyeurs ne peut dépasser 60 % du nombre de circuits organisés en septembre 1987. Ces convoyeurs sont répartis selon le cas, soit par les chefs d'établissement de l'Etat, soit par les responsables des Comités régionaux de gestion, en tenant compte des besoins locaux.

Je vous prie de veiller au respect scrupuleux des directives susvisées et déjà, je vous en remercie.

Le Ministre,
A. DUQUESNE.

1987 - 1988

TRANSPORT SCOLAIRE - CARACTERE DE L'ECOLE (x)

Je soussigné(e)
Chef de l'établissement repris ci-après

certifie que l'école susmentionnée est AU 30 JUIN 1987
(ou en cas de fusion à la date de celle-ci qui a eu
lieu le)

CONFESIONNELLE	
NON CONFESIONNELLE	
NON CATEGORISABLE	

(XX)

Ce caractère est déterminé sur base du relevé des membres du personnel de l'école occupant un emploi vacant à la date de référence (XXX)

NOMBRE TOTAL DES CHARGES réparties comme suit:.....
- titulaires d'un diplôme de l'enseignement non confessionnel :
- titulaires d'un diplôme de l'enseignement confessionnel :

DATE ET SIGNATURE DU CHEF DE L'ETABLISSEMENT SCOLAIRE :

Document à renvoyer au DEBUT SEPTEMBRE 1987 AU PLUS TARD à l'adresse suivante : SERVICE DE TRANSPORT SCOLAIRE
Rue de la Charité, 15 / Bte 9
1040 BRUXELLES.

(X) Un document de ce type doit être rempli par école (implantations y comprises) et, séparément, pour l'enseignement fondamental (maternel et primaire) et pour l'enseignement secondaire.

(XX) Cocher la case correspondante.

(XXX) Se conformer au point 1.3. page 2 de la circulaire en tenant compte, entre autres, des charges complètes et incomplètes.

1987 - 1988

ANNEXE N°2

TARIF DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER VICINAUX.

(abonnements scolaires - barème II - 4)

Sect-Km	1er trimestre scolaire	2e trimestre scolaire	3e trimestre scolaire
1-3	1.810	1.450	1.100
4	2.080	1.670	1.260
5	2.230	1.790	1.340
6	2.380	1.910	1.430
7	2.530	2.030	1.530
8	2.680	2.150	1.620
9	2.830	2.270	1.710
10	2.990	2.390	1.800
11	3.140	2.520	1.890
12	3.290	2.640	1.990
13	3.440	2.760	2.080
14	3.600	2.880	2.170
15	3.750	3.000	2.260
16	3.900	3.130	2.350
17	4.050	3.250	2.440
18	4.200	3.370	2.530
19	4.360	3.490	2.630
20	4.510	3.620	2.720
21	4.660	3.730	2.810
22	4.810	3.860	2.900
23	4.970	3.980	2.990
24	5.120	4.100	3.080
25	5.270	4.220	3.180
26	5.420	4.350	3.270
27	5.580	4.470	3.360
28	5.720	4.590	3.450
29	5.880	4.710	3.540
30	6.030	4.830	3.640
31-33	6.180	4.960	3.730
34-36	6.410	5.140	3.860
37-39	6.640	5.320	4.000
40-42	6.870	5.500	4.140
43-45	7.100	5.690	4.280
46-48	7.320	5.870	4.410
49-51	7.550	6.050	4.550
52-54	7.720	6.190	4.650
55-57	7.890	6.330	4.760
58-60	8.060	6.460	4.860
61-65	8.290	6.640	4.990
66-70	8.570	6.870	5.160
71-75	8.850	7.090	5.340
76-80	9.130	7.320	5.500
81-85	9.420	7.550	5.680
86-90	9.700	7.770	5.840
91-95	9.980	8.000	6.020
100-104	10.260	8.220	6.190

1770

ANNEE SCOLAIRE 1987-1988

ANNEXE N°3

TRANSPORT SCOLAIRE - ORGANISATION D'UNE SECTION OU OPTION DETERMINEE

Je soussigné(e)

Chef de l'établissement repris ci-après (dénomination et adresse)

certifie que la section ou l'option reprise ci-après

suivie par l'élève (nom, prénom et domicile)

n'est pas organisée dans mon établissement pour l'année scolaire 1987-1988

Date et signature du Chef de l'établissement scolaire

DOCUMENT A RENVOYER AU DEBUT SEPTEMBRE 1987 AU PLUS TARD :

1. Zones non rationalisées : Service de Transport scolaire
Rue de la Charité, 15/BTE 9
1040 BRUXELLES
2. Zones rationalisées : Bureau régional dont la zone relève.

1771